

L'intersyndicale des Finances publiques mobilisée ce lundi matin à Arras et à Saint-Pol

Les syndicalistes ont distribué des tracts aux usagers pour les sensibiliser aux conséquences qu'aurait le déploiement de la nouvelle organisation des services des Finances publiques, avec notamment des centres en secteur rural qui seraient remplacés par des points de contact.

Par David Derieux | Publié le 16/09/2019 mis à jour à 11h41

Des actions ont été menées ce lundi matin devant les centres des Finances publiques du Pas-de-Calais, comme ici rue Diderot à Arras.

Plusieurs centres des finances publiques du Pas-de-Calais, dont ceux d'Arras et de Saint-Pol, mais aussi les bureaux de Marquion ou Bapaume, sont restés fermés ce lundi matin, pour des raisons différentes. « À Arras, c'est le chef du centre qui a décidé de la fermeture au public, en accord avec la direction départementale. Ce qui peut laisser croire aux usagers que c'est de notre fait, vu notre présence devant le centre, mais ce n'est pas le cas », témoigne Gautier Ledoux, secrétaire départemental adjoint de Force ouvrière. Le centre est également resté fermé à Saint-Pol, mais cette fois « en raison de la forte participation des collègues à la grève, de plus de 60 %. Dans plusieurs services, il n'y avait tout simplement personne pour accueillir le public », explique Frédéric Scalbert, représentant de la CGT.

Les grévistes ont attiré l'attention des usagers sur [les conséquences qu'aurait le déploiement de la nouvelle organisation des Finances publiques](#). Une sensibilisation qui fait suite aux premiers mouvements sociaux apparus au printemps, avec trois mouvements de grève successifs. Des assemblées générales doivent avoir lieu ce lundi, et une réunion de négociations avec la direction départementale est prévue ce mardi matin. « Une première a eu lieu avant l'été, qui n'a duré que deux heures et qui ressemblait plus à une réunion d'information », déplorent les représentants syndicaux. L'échéance de la fin octobre pour la clôture de cette concertation leur paraît précipitée, vu l'ampleur des changements envisagés.

Contre la priorité donnée au numérique

Le secteur rural est particulièrement concerné par cette nouvelle organisation, qui prévoit de mailler le territoire par des points de contact qui ne satisfont pas l'intersyndicale. Ses représentants dénoncent une perte de présence, d'expertise, et donc de qualité de service, avec la mise en place de l'accueil sur rendez-vous et le recours à des centres d'appel ; et la priorité donnée au traitement numérique des demandes. Ceci alors que selon eux, « 14,6 millions d'usagers particuliers sont reçus aux guichets, et que 39,4 millions de contacts sont établis par an avec les services ».

Concernant la mutation prévisionnelle du centre de Saint-Pol, qui doit perdre une partie de ses services, une rencontre est prévue jeudi entre la direction départementale des Finances publiques et plusieurs élus du secteur.